



Council of the
European Union

Brussels, 6 October 2017
(OR. en, fr)

12933/17

FRONT 417
COMIX 667

NOTE

From: French delegation

To: Working Party on Frontiers/Mixed Committee
(EU-Iceland/Liechtenstein/Norway/Switzerland)

Subject: Temporary reintroduction of border controls at the French internal borders in accordance with Articles 25 and 27 of Regulation (EU) 2016/399 on a Union Code on the rules governing the movement of persons across borders (Schengen Borders Code)

Delegations will find attached a copy of a letter received by the General Secretariat of the Council on 4 October 2017 regarding temporary reintroduction of border controls by France at its internal borders between 1 November 2017 and 30 April 2018.

E-MAIL / FAX

IN 10234 2017
04.10.2017

Paris, le 3 octobre 2017

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : Prolongation du rétablissement des contrôles aux frontières intérieures terrestres avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Confédération Suisse, l'Italie et l'Espagne, ainsi qu'aux frontières aériennes et maritimes, du 1^{er} novembre 2017 au 30 avril 2018.

Depuis les attentats de Paris commis le 13 novembre 2015 et l'attentat de Nice perpétré le 14 juillet 2016, le niveau de la menace terroriste demeure élevé sur le territoire français. Les attaques de ces derniers mois à Paris, devant le musée du Louvre le 3 février, sur l'avenue des Champs Elysées le 20 avril, sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame le 6 juin, ainsi que le 1^{er} octobre devant la gare Saint-Charles à Marseille, en témoignent.

Au total, depuis le début de l'année 2017, 22 attentats ont visé le territoire français, dont 5 ont abouti, 5 ont échoué et 12 ont été déjoués.

L'analyse de risque effectuée par les services compétents confirme l'existence d'un niveau durablement élevé de la menace et fait redouter la préparation d'autres attentats sur le sol national, notamment à l'instigation de Daech qui appelle à la commission d'actes terroristes sur le territoire européen. La principale menace reste issue de la mouvance endogène, mais les services spécialisés estiment que Daech n'a pas renoncé à projeter ou à soutenir des actions directement depuis sa base syro-irakienne, en dépit de l'affaiblissement constant de ses capacités opérationnelles.

Face à une menace terroriste qui reste prégnante, le gouvernement français a pris des dispositions pour renforcer ses moyens d'action.

L'instauration de l'état d'urgence en novembre 2015 a conféré aux autorités administratives des pouvoirs accrus pour lutter contre la menace terroriste. L'état d'urgence a été prorogé à plusieurs reprises, mais il doit désormais s'achever au 31 octobre 2017.

Le projet de loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, qui a été adopté par l'Assemblée nationale ce mardi 3 octobre, comporte plusieurs mesures de police administrative inspirées de mesures qui ont fait leurs preuves pendant l'état d'urgence et qui ont vocation à assurer une action efficace des services de sécurité intérieure français pour prévenir la commission d'actes de terrorisme à partir du 1^{er} novembre 2017. L'article 10 du projet de texte renforce notamment les dispositions actuelles de l'article 78-2 du code de procédure pénale qui permettent de procéder à des contrôles d'identité dans les zones frontalières.

1

Pour prévenir les actions terroristes, la France maintient par ailleurs l'opération Sentinelle, qui vise à assurer la protection par l'armée de points sensibles du territoire. Une nouvelle doctrine d'intervention annoncée par le Président de la République le 13 juillet dernier a conduit à engager une refonte du dispositif afin de renforcer son efficacité opérationnelle. L'opération est rendue plus flexible, réactive et imprévisible par la concentration des efforts selon l'évolution de la menace. L'utilité du dispositif a une nouvelle fois été démontrée avec la neutralisation par des militaires de l'opération Sentinelle du terroriste de la gare Saint-Charles de Marseille le 1^{er} octobre 2017.

En complément de ces diverses mesures, le gouvernement français a rétabli à plusieurs reprises les contrôles aux frontières nationales, du 13 novembre 2015 jusqu'au 26 juillet 2016, puis du 27 juillet 2016 au 15 juillet 2017, et enfin du 16 juillet au 31 octobre 2017.

Le franchissement des frontières intérieures de l'UE demeure une stratégie des groupes terroristes, qui n'hésitent pas à préparer un attentat sur le territoire d'un Etat membre pour le perpétrer dans un Etat membre frontalier. Les récents attentats perpétrés en Espagne, à Barcelone et Cambrils, les 17 et 18 août 2017, ont révélé que les terroristes avaient réalisé plusieurs déplacements en Belgique et en France.

Dans ce contexte, les contrôles aux frontières nationales de la France ont fait au cours des derniers mois la preuve de leur utilité. Ainsi, le nombre de détections dans les fichiers de police à la frontière a quadruplé entre 2014 et 2016.

C'est pourquoi, dans le contexte d'un risque terroriste élevé, et en complément des autres mesures de lutte contre le terrorisme décrites ci-dessus, la France renouvèlera les contrôles aux frontières intérieures françaises du 1^{er} novembre 2017 jusqu'au 30 avril 2018, au titre de la persistance de la menace pour la sécurité intérieure, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 25 et de l'article 27 du Code Frontières Schengen.

Ces contrôles seront effectués dans le respect du principe de proportionnalité, au regard d'analyses de risques actualisées. Les modalités des contrôles aux frontières intérieures seront adaptées au niveau de risque spécifique à chaque frontière.

Le ministre de l'Intérieur adressera un courrier à ses homologues des pays voisins, afin notamment que leurs services apportent leur coopération dans la réalisation de ces contrôles aux frontières.

Courtesy translation

NOTE FROM THE FRENCH AUTHORITIES

Paris, the 3rd of October 2017

Subject : Prolongation of the reestablishment of internal land border controls with Belgium, Luxembourg, Germany, the Swiss Confederation, Italy and Spain, as well as at air and sea borders, from 1 November 2017 to 30 April 2018.

Since the Paris attacks on 13 November 2015 and the Nice attacks perpetrated on 14 July 2016, the terrorist threat has remained high on the French territory. This has been demonstrated by the attacks of the last months in Paris, in front of the Louvre museum on February 3rd, on the Champs-Élysées on April 20th, on the esplanade of cathedral Notre-Dame on June 6th, and the 1st of October in front of the Saint-Charles train station in Marseille.

Since the beginning of 2017, 22 terrorist attacks targeted the French territory, of which 5 were committed, 5 failed and 12 were prevented.

The risk analysis elaborated by competent services confirms the existence of a durably high level of this threat, and makes it credible that other attacks could be carried out on French soil, notably at the instigation of Daech which calls on committing attacks in Europe. The threat remains mainly domestic, but specialised services assess that Daech has not given up planning or supporting actions directly from its Syrian-Iraqi base, despite the constant weakening of its operational capabilities.

Faced with this terrorism threat which remains significant, the French government took measures in order to reinforce the means at its disposal.

The entry into force of the state of emergency on November 2015 gave administrative authorities increased powers to fight the terrorism threat. The state of emergency was prolonged several times, but will come to an end on the 31st of October 2017.

The bill on internal security and fight against terrorism, which was adopted by the National Assembly on the 3rd of October, includes several administrative police measures drawing from ones that have shown their effectiveness during the state of emergency and that are aimed at ensuring the effectiveness of the action of French internal security services in preventing terrorism acts from November 1st, 2017. Article 10 of the bill reinforces *inter alia* the current provisions of Article 78-2 of the criminal procedure code, which allow for identity checks in border areas.

Besides, to prevent terrorism acts, France maintains the Sentinel operation, which aims at ensuring the protection by the army of sensitive points on the territory. A new intervention doctrine

announced by the President of the Republic on July 13th has led to an overhaul of this setup in order to reinforce its operational effectiveness. The operation is thus being made more flexible, reactive and unforeseeable by would-be terrorists by concentrating its efforts in relation to the evolution of the threat. The usefulness of this operation was once more demonstrated by the neutralisation of the terrorist at the Saint-Charles train station in Marseille on October 1st, by two servicemen of the Sentinel operation.

In addition to these measures, the French government re-established several times internal border controls, from 13 November 2015 to 26 July 2016, then from 27 July 2016 to 15 July 2017, and then from 16 July to 31 October 2017.

The crossing of EU internal borders remains a strategy of terrorist groups, which do not hesitate to plan an attack on the territory of a Member State and to carry it out in a neighbouring Member State. The recent attacks in Barcelona and Cambrils, in Spain, on 17 et 18 August 2017, have revealed that the terrorists had repeatedly travelled to Belgium and France.

In this context, border controls at the French internal borders have proved their usefulness in the past months. The number of detections in police databases at the border has quadrupled between 2014 and 2016.

This is why, in the context of a high terrorism risk, and as a complement to the other measures aiming at fighting terrorism described above, France will renew its border controls from the 1st of November 2017 to 30 April 2018, on the grounds of the persistence of the severe threat to internal security, in accordance to the provisions of paragraph 1 of Article 25 and Article 27 of the Schengen Border Code.

These controls will be carried out in full respect of the principle of proportionality, based on updated risk analyses. The way they will be conducted will be adapted to the risk level at each border.

The Interior Ministry will send a letter to its counterparts of neighbouring countries, so that their services act in cooperation with his as these border controls are carried out.